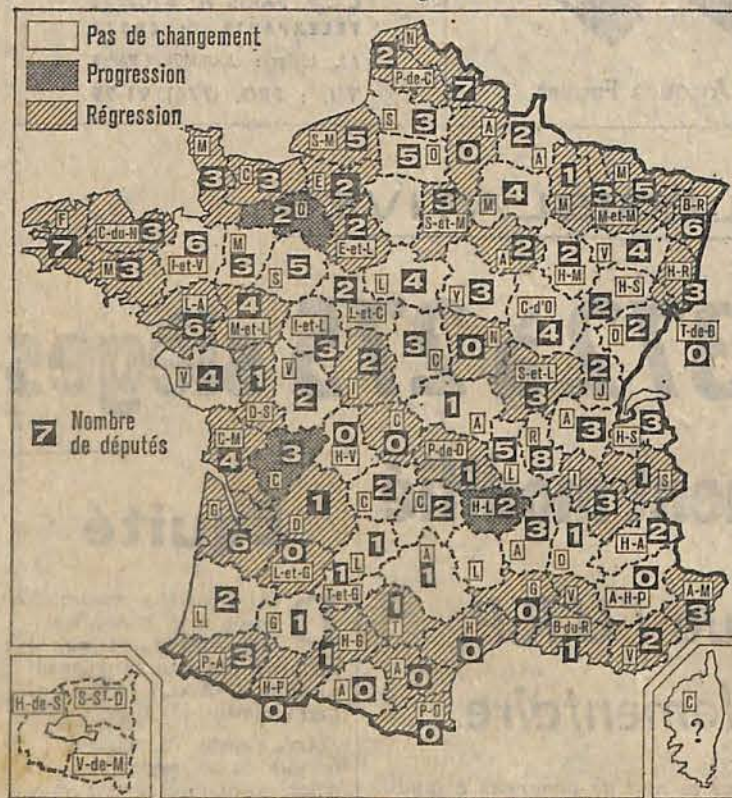


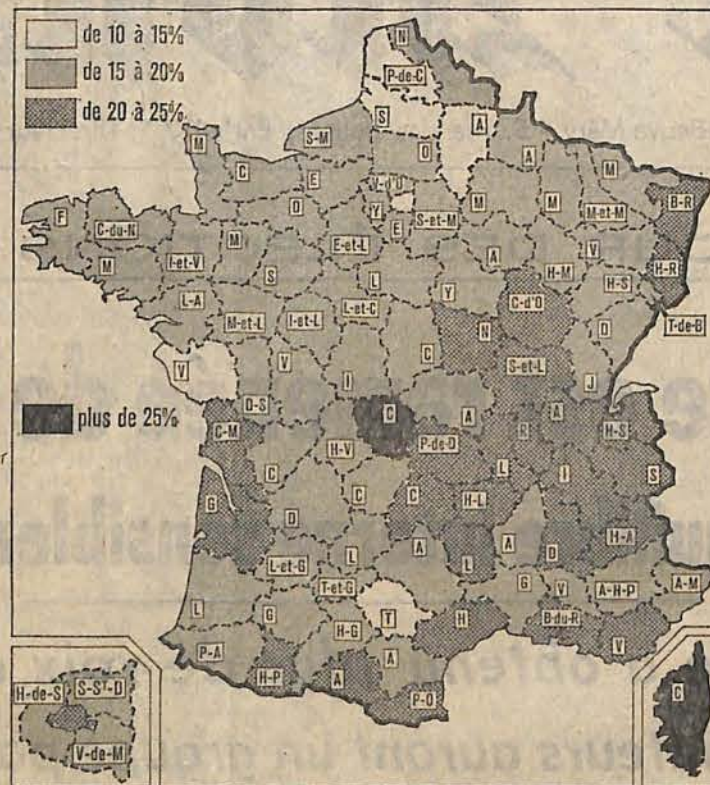
La géographie électorale

LES RÉSULTATS

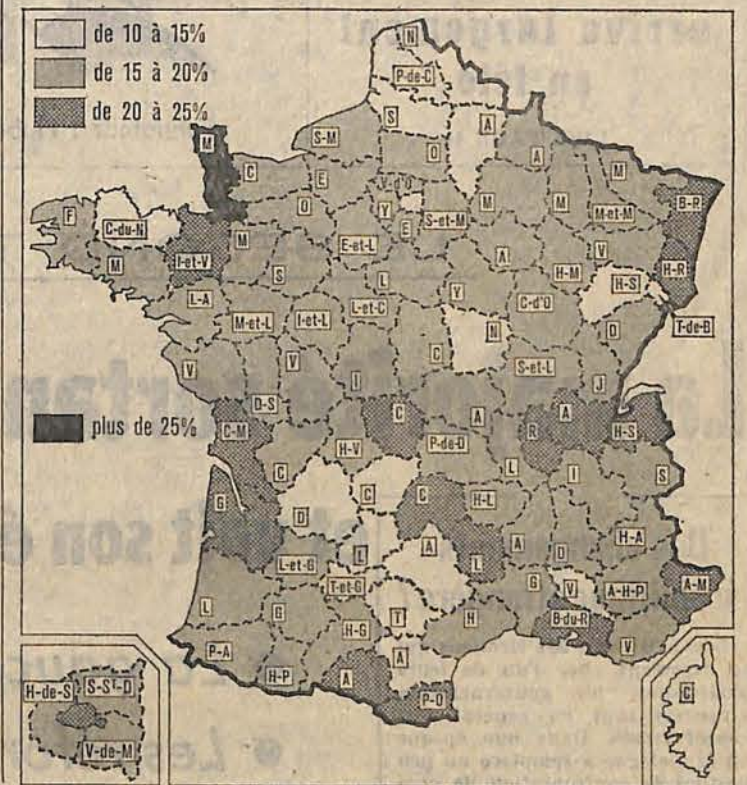
L'évolution des sièges de la majorité



Les abstentions au premier tour

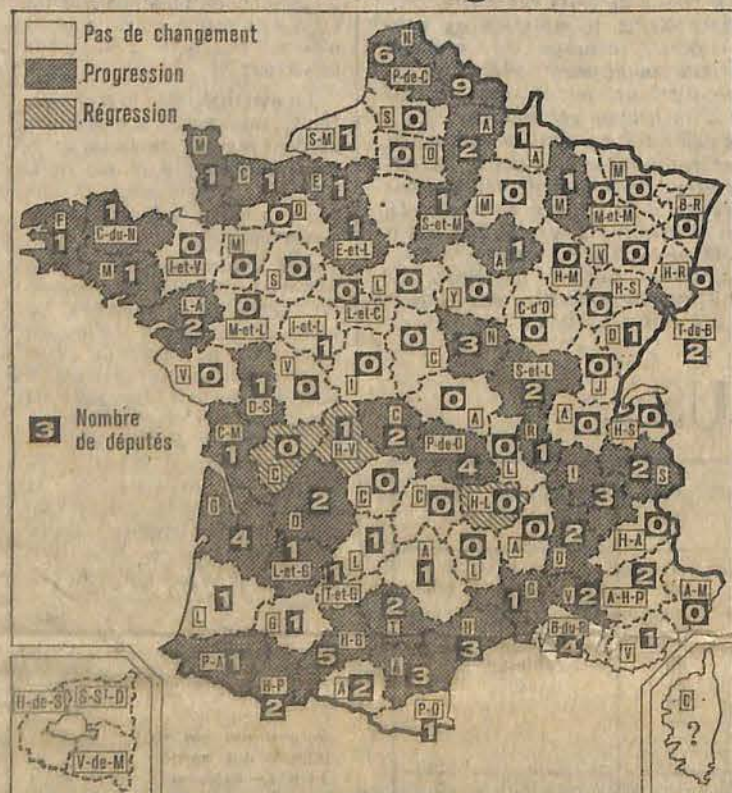


Les abstentions au second tour

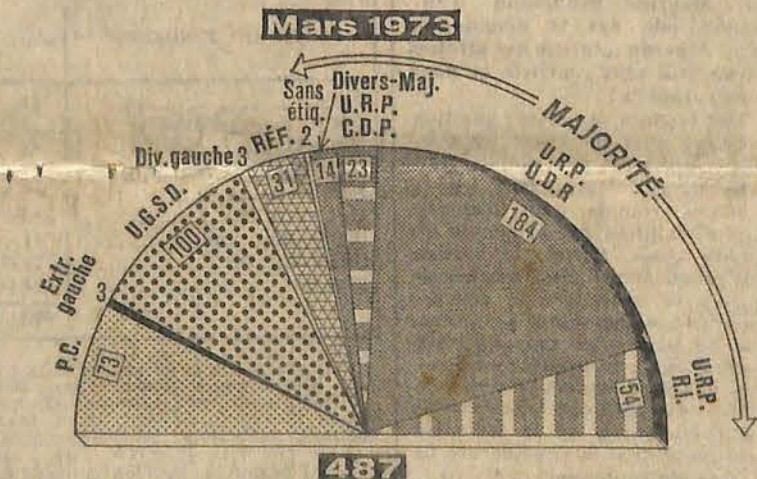
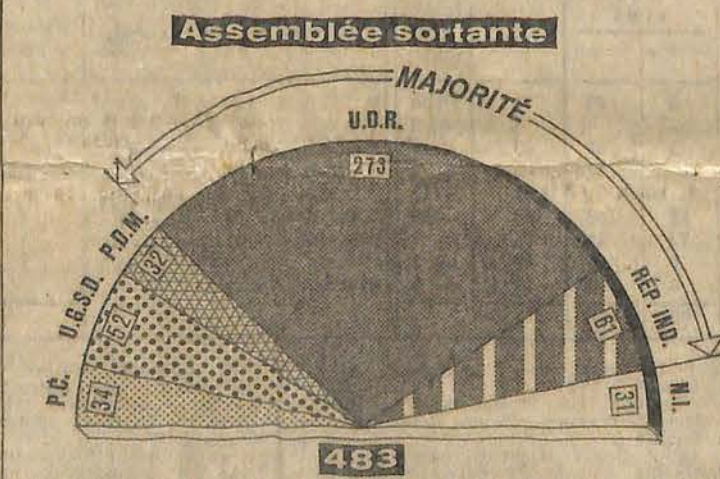
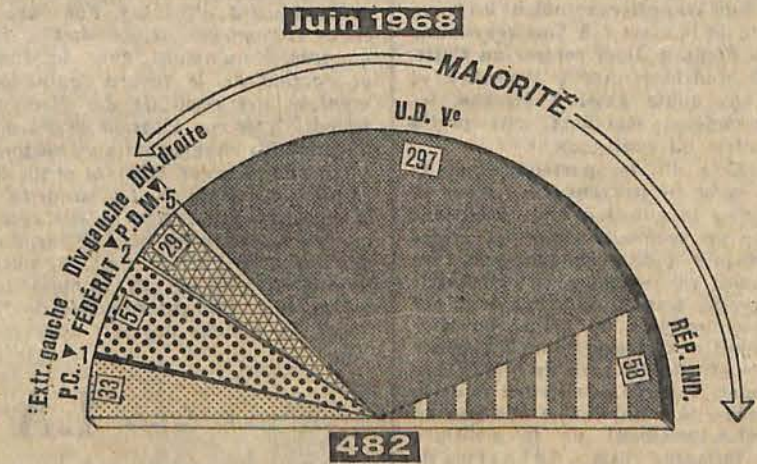
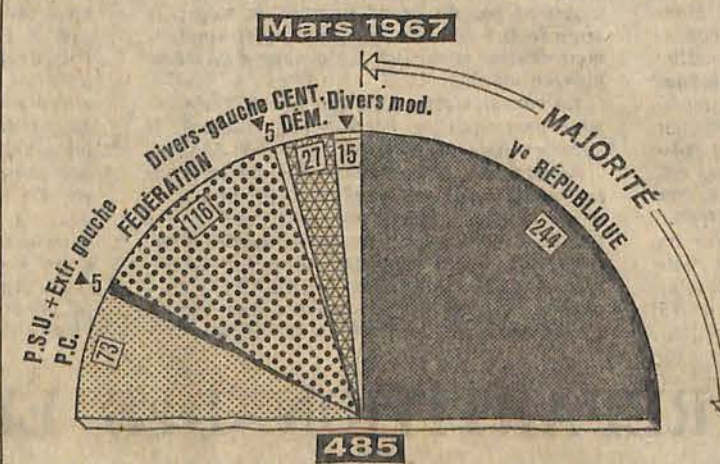


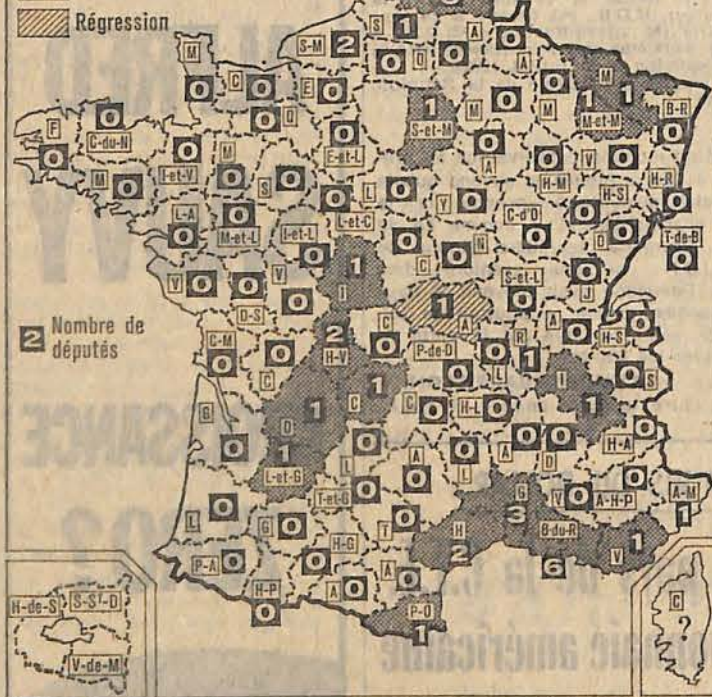
La répartition des sièges dans l'hémicycle du Palais-Bourbon

L'évolution des sièges du P.S.



L'évolution des sièges du P.C.





Le chiffre 2 doit figurer dans le département de l'Aisne. On trouvera pages 6 et 8 l'évolution des sièges de Paris et de la petite couronne.

Vingt-sept élus l'emportent avec moins de cinq cents voix

Vingt-sept élus ne l'emportent qu'avec moins de cinq cents voix d'avance. Nous en donnons la liste ci-dessous, classée par ordre d'écart croissant, en faisant figurer après l'étiquette des députés élus ou réélus le nombre des voix les séparant des candidats qu'ils précèdent immédiatement. Il s'agit de MM. :

Germain (14^e circ. de Paris), U.D.R., 13; Dronne (3^e circ. de la Sarthe), C.D.P., 18; Lepage (2^e circ. d'Indre-et-Loire), U.D.R., 25; Ponthomme (1^{re} circ. du Tarn-et-Garonne), U.D.R., 37; Josselin (2^e circ. des Côtes-du-Nord), P.S., 45; Drapier (7^e circ. de Meurthe-et-Moselle), réf.-rad., 63; Le Foll (1^{re} circ. des Côtes-du-Nord), P.S.U., 67; Chaumont (2^e circ. de la Sarthe), U.D.R., 103; Maton (22^e circ. du Nord), P.C., 133; Valenet (9^e circ. de la Seine-Saint-Denis), U.D.R., 134; Leiong (4^e circ. du Finistère), U.D.R., 146; Weber (2^e circ. du Val-d'Oise), P.C., 146; Bérard (3^e circ. du Vaucluse), U.D.R., 162; Labarrère,

(1^{re} circ. des Pyrénées-Atlantiques), P.S., 175; Béraud (4^e circ. du Pas-de-Calais), U.D.R., 222; Cattin-Bazin (7^e circ. de l'Isère), rép. ind., 242; Pons (2^e circ. du Lot), U.D.R., 265; Jourdan (1^{re} circ. du Gard), P.C., 274; Franceschi (4^e circ. du Val-de-Marne), P.S., 280; Bouvard (4^e circ. du Morbihan), réf., 286; Kiffer (1^{re} circ. de la Moselle), réf.-Cent. dém., 306; Feit (1^{re} circ. du Jura), rép. ind., 330; Haesebroeck (10^e circ. du Nord), P.S., 358; Michel (2^e circ. de l'Eure), P.S., 361; Beck (1^{re} circ. de la Creuse), P.S., 473; Giovannini (4^e circ. du Var), P.C., 490; Papon (3^e circ. du Cher), U.D.R., 490.

(1) 42 socialistes (41 socialistes et 1 divers, M. Vinatier), et 10 apparentés (9 radicaux et 1 réformateur, M. Peronnat).
 (2) 26 C.D.P., 2 réformateurs, 4 divers.
 (3) 12 ex-U.D.R., 12 réformateurs, 3 divers, 2 ex-S.F.I.O. (MM. Lejeune et Guille), 1 P.S.U. (M. Rocard) et 1 extrême gauche (M. Césaire).
 N.B. — Il y avait quatre sièges vacants dans les circonscriptions suivantes : Ile-et-Vilaine, 5^e (M. Beauverger, U.D.R., décédé); Hauts-de-Seine, 2^e (M. Lavergne, U.D.R., décédé); Paris, 29^e (M. Rives-Henrys, ex-U.D.R., démissionnaire); Pyrénées-Orientales, 2^e (M. Arthur Conte, U.D.R., démissionnaire).

MM. Schumann et Pleven battus

Les vingt-huit autres membres du gouvernement sont élus

Les trente membres du gouvernement avaient posé leur candidature. Treize furent élus au premier tour de scrutin. Au second tour, quinze ont été élus et deux battus.

● ELUS AU PREMIER TOUR.

— MM. Pierre Messmer, premier ministre (Moselle, 8^e); Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale (la Réunion, 1^{re}); Edgar Faure, ministre d'Etat chargé des affaires sociales (Doubs, 3^e); Raymond Marcelin, ministre de l'intérieur (Morbihan, 1^{re}); Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances (Puy-de-Dôme, 2^e); Olivier Guichard, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (Loire-Atlantique, 7^e); Jacques Chirac, ministre de l'agriculture et du développement rural (Corrèze, 3^e); Yvon Bourges, ministre du commerce et de l'artisanat (Ille-et-Vilaine, 6^e); Philippe Malaud, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information (Saône-et-Loire, 1^{re}); Xavier Deniau, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer (Loiret, 4^e); Christian Poncelet, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé des affaires sociales (Vosges, 3^e); Christian Bonnet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire, du logement et du tourisme (Morbihan, 2^e); Mlle Marie-Madeleine Dienesch, secrétaire d'Etat à l'action sociale et à la réadaptation (Côtes-du-Nord, 3^e).

● ELUS AU SECOND TOUR.

— MM. Joseph Fontanet, ministre de l'éducation nationale (Savoie, 2^e); Jacques Duhamel, ministre des affaires culturelles (Jura, 2^e); Robert Boulin,

ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (Gironde, 9^e); Robert Pujade, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement (Côte-d'Or, 1^{re}); André Betten-court, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères (Seine-Maritime, 5^e); Jean Charbonnel, ministre du développement industriel et scientifique (Corrèze, 2^e); Jean Foyer, ministre de la santé publique (Maine-et-Loire, 2^e); Robert Galley, ministre des transports (Aube, 2^e); Hubert Germain, ministre des postes et télécommunications (Paris, 14^e); André Bord, ministre des anciens combattants et victimes de guerre (Bas-Rhin, 2^e); Joseph Comiti, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs (Bouches-du-Rhône, 1^{re}); Jean-Philippe Lecat, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement (Côte-d'Or, 3^e); Pierre Billecoq, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération (Nord, 3^e circ.); Jean Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (Marne, 1^{re}); Bernard Pons, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural (Lot, 2^e).

● BATTUS AU SECOND TOUR.

— MM. René Pleven, garde des sceaux, ministre de la justice (Côtes-du-Nord, 2^e); Maurice Schumann, ministre des affaires étrangères (Nord, 10^e).

Cette répartition porte sur 487 des 490 sièges qui étaient à pourvoir. Manquent les résultats de la deuxième circonscription de la Corse, de la deuxième circonscription de la Réunion et de la Polynésie française (où le second tour aura lieu dimanche prochain).

CERTIFICATS MÉDICAUX ET VOTE PAR CORRESPONDANCE

(De notre correspondant.)

Nice. — Une nouvelle affaire de fraude électorale en Corse a été examinée vendredi 9 mars par le tribunal administratif de Nice, saisi par M. Graziani, battu aux élections cantonales le 14 janvier dernier, à San-Martino-di-Lotta, par M. Biaggioni.

Il est apparu en effet que, lors de cette consultation, deux cents votes par correspondance étaient irréguliers : trente-cinq d'entre eux avaient pu être décomptés grâce à des certificats médicaux établis par un médecin de Marseille décédé en 1971... deux ans

plus tôt. De nombreux autres certificats grossièrement contrefaits et rédigés de la même main étaient censés avoir été établis par différents praticiens, qui l'ignoraient totalement.

Le candidat battu a demandé à être proclamé aussitôt conseiller général au lieu et place de son adversaire, mais, estimant que plusieurs des suffrages frauduleux avaient pu tout aussi bien lui profiter, le commissaire du gouvernement a conclu à l'annulation générale des élections. Le jugement a été mis en délibéré.

PUF
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Votre information sur les grands problèmes d'aujourd'hui passe par la collection **SUP**

Jean IMBERT
LA PEINE DE MORT

Claudine MARENCO et Jacques URVOY
LES ORDINATEURS DANS LA SOCIÉTÉ

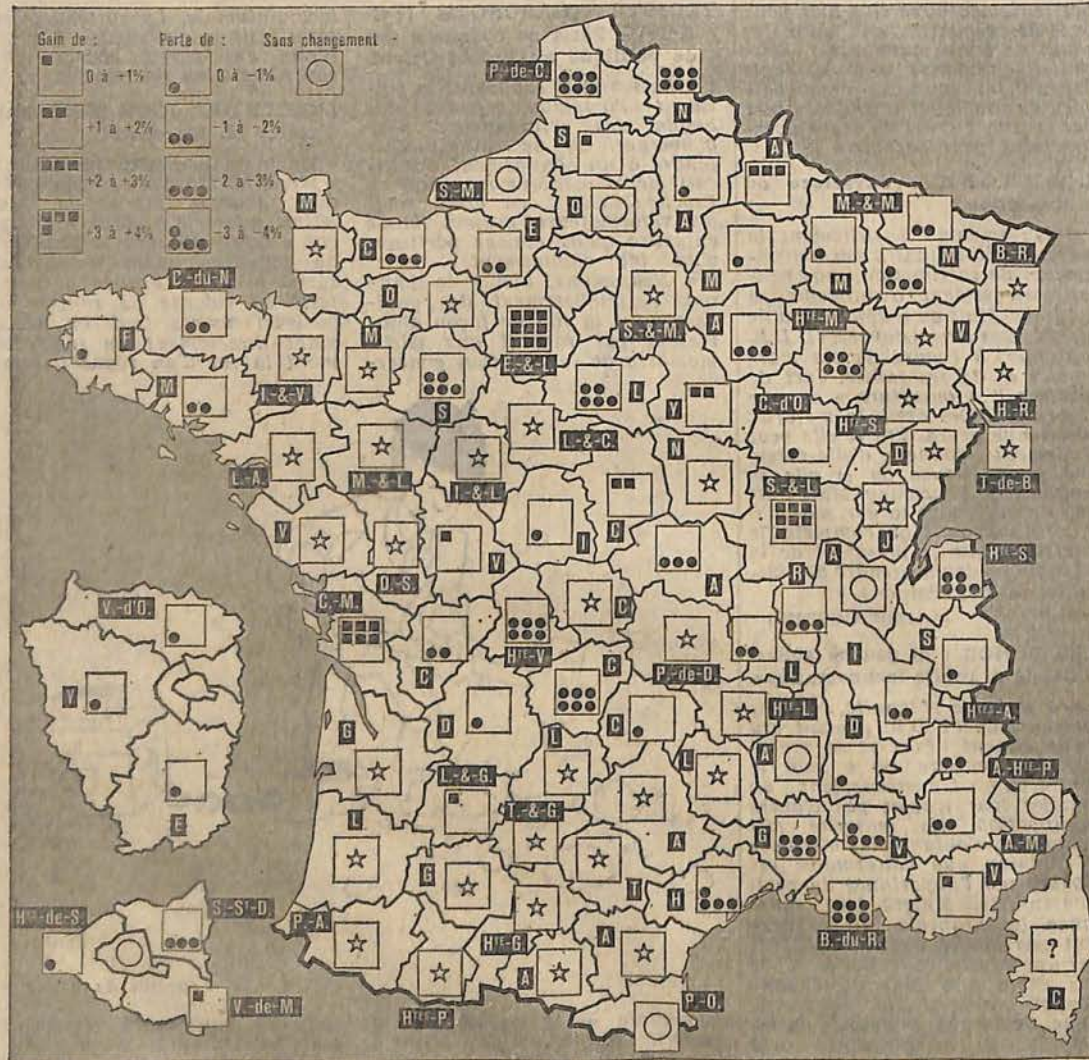
Marie-Françoise LANFANT
LES THÉORIES DU LOISIR

Sociologie du loisir et idéologies

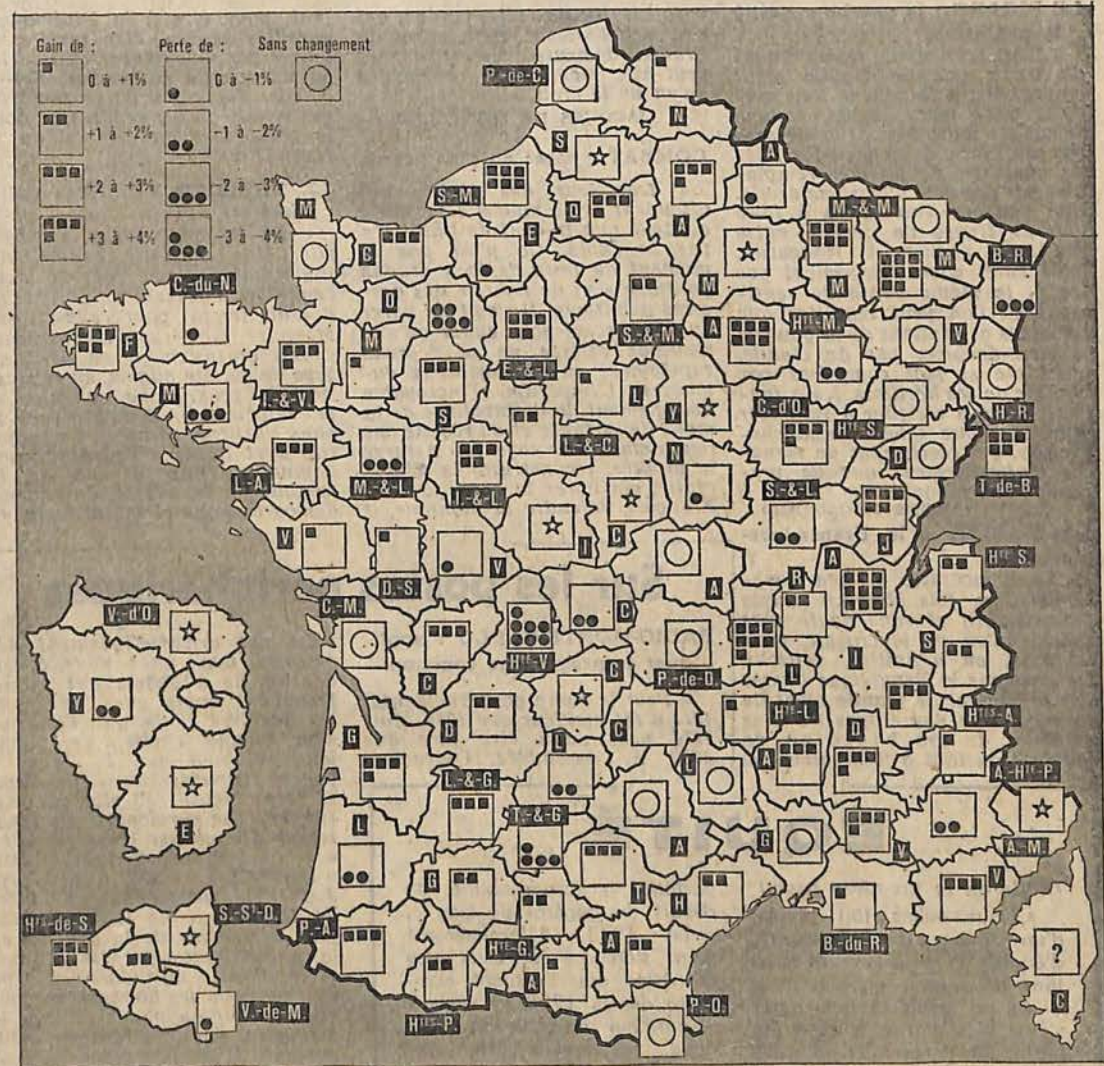
DU SECOND TOUR

La géographie électorale

La fidélité à gauche pour les candidats du P.C.

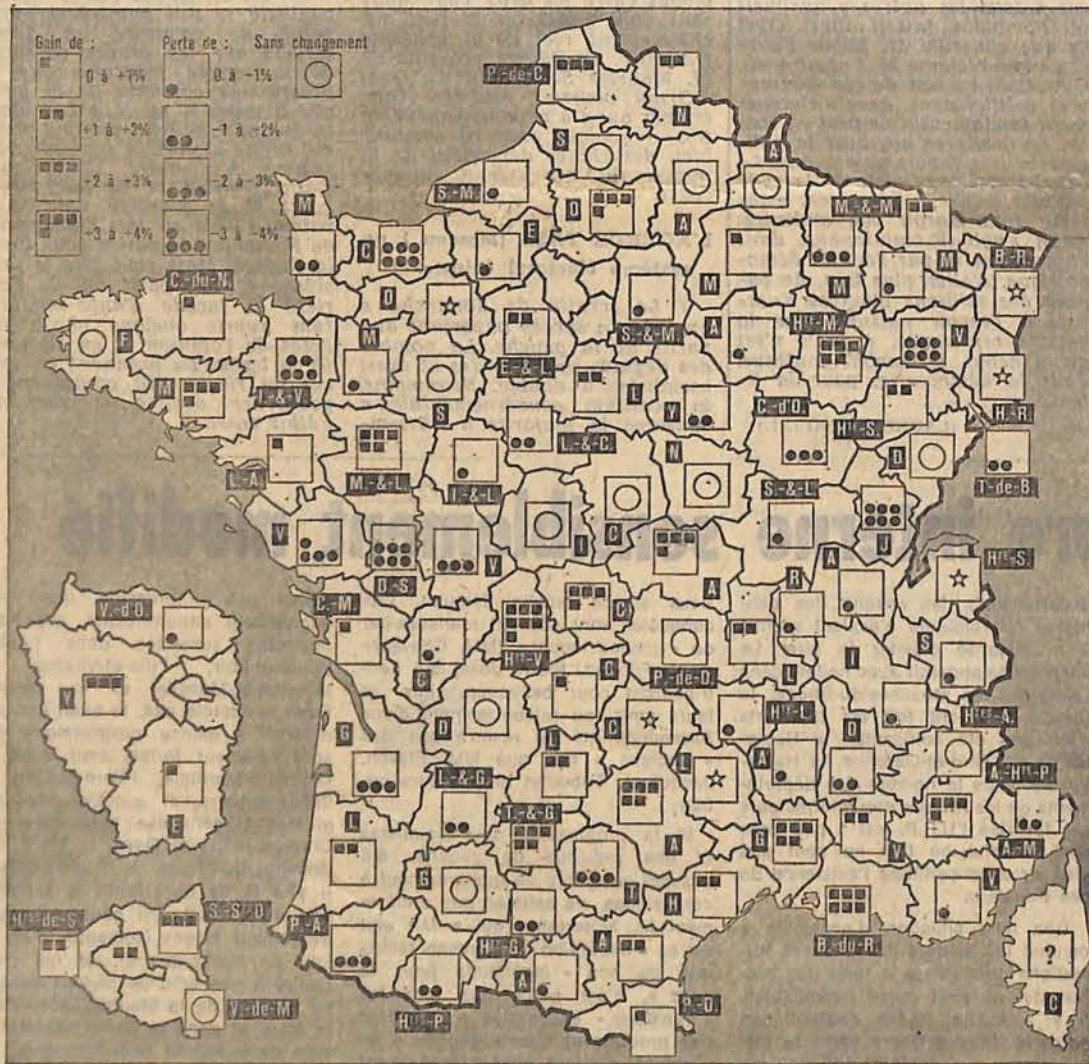


La fidélité à gauche pour les candidats U.G.S.D.



La carte ci-dessus illustre les transferts de voix au profit des candidats communistes au second tour. Nous comparons les pourcentages (par rapport aux suffrages exprimés) acquis par ces candidats le 11 mars, à ceux du total des voix de gauche le 4 mars (P.C. + P.S. + P.S.U. + trotskistes). Les variations par rapport à ce potentiel théorique se traduisent dans chaque département, et pour le nombre des circonscriptions concernées, par de petits carrés noirs pour les gains, de petits points noirs pour les pertes et des ronds blancs là où il n'y a pas de changement. Les départements marqués d'une étoile sont ceux où aucune circonscription ne se prête à cette comparaison.

La carte ci-dessus illustre les transferts de voix au profit des candidats socialistes ou radicaux de gauche au second tour. Nous comparons les pourcentages (par rapport aux suffrages exprimés) acquis par ces candidats le 11 mars, à ceux du total des voix de gauche le 4 mars (P.C. + P.S. + P.S.U. + trotskistes). Les variations par rapport à ce potentiel théorique se traduisent dans chaque département, et pour le nombre des circonscriptions concernées, par de petits carrés noirs pour les gains, de petits points noirs pour les pertes, et des ronds blancs là où il n'y a pas de changement. Les départements marqués d'une étoile sont ceux où aucune circonscription ne se prête à cette comparaison.



La carte ci-dessus illustre les variations dans les transferts de voix au profit de la majorité au second tour. En nous référant aux suffrages exprimés, nous comparons les pourcentages des voix obtenues par les candidats de la majorité au second tour à la proportion correspondante des suffrages du premier tour qu'ils pouvaient théoriquement rassembler le 11 mars (soit l'addition de leurs propres voix du premier tour et de celles des autres candidats réformateurs, centristes et modérés). Il arrive qu'au second tour, les candidats de la majorité dépassent, égalent ou n'atteignent pas ce potentiel de voix. Pour les circonscriptions concernées, dans chaque département les petits carrés noirs dans le grand carré blanc figurent les gains; les petits points noirs, les pertes; les ronds blancs, l'absence de changement. Pour évaluer l'apport des suffrages réformateurs à la majorité, nous n'avons retenu que les circonscriptions où se déroulait, au second tour, un duel entre la majorité et la gauche, en l'absence du centre.

Dans plusieurs départements, aucune circonscription ne se prête à la comparaison recherchée: ils sont marqués d'une étoile.

Que peut-on avoir à faire un dimanche, à 7 h. 45 du matin, devant la porte d'une école communale de Paris? Je l'ignorais presque jusqu'à dimanche, lorsque je me suis retrouvé en compagnie d'une dizaine d'hommes qui s'étaient donné, sans même se connaître, ce mystérieux rendez-vous. Un ami de vingt ans, candidat dans ma circonscription, m'avait fait inscrire d'autorité sur la liste des assesseurs chargés de tenir un bureau de vote.

Ayant présenté au président le petit bulletin vert reçu de la mairie, je découvre le décor dans lequel va s'accomplir l'acte décisif du peuple souverain: une salle de culture physique, banalisée à l'extrême, un peu triste, comme l'adolescence. Elle a dû servir de modèle à toutes les écoles de France: murs aux peintures défraîchies, cordes lisses et des agrès entreposés dans un coin vieux piano désaccordé, sur lequel trône bizarrement un chapeau rouge d'enfant...

7 h. 58. Le président nous invite à vérifier de visu que l'urne, placée au centre d'une longue table, est parfaitement vide et ne possède pas de double fond. Puis la vulgaire boîte en bois patiné, qui va devenir pour douze heures le ciboire de la liturgie démocratique, est solennellement fermée à l'aide de deux cadenas.

Dans l'attente du premier électeur, les tâches sont réparties: l'un de nous annoncera le numéro de la carte de l'électeur; son voisin pointera sur le registre des inscrits; un troisième mettra le tampon « 4 mars » sur la carte de l'électeur, et moi j'inscrirai un bâton chaque fois que le président dira: « A voté. » Tâche exaltante que de faire, un dimanche, une page de bâtons dans l'école où, précisément, votre femme enseigne...

A l'issue de la première heure, nous enregistrons quelque soixante-dix électeurs, et, déjà, le tracassin va bon train au sein du bureau: « Avec ce soleil,

ceux qui « prennent la route » viennent voter de bonne heure. » « La participation va être élevée. » « Bientôt, ce sera la vague des ménagères en route pour le marché. » « Ça, c'est le creux de la messe de 10 heures, mais, à 11 heures, on fera la queue. »

Un des assesseurs s'est plus spécialement donné pour mission de recruter les volontaires-scrutateurs qui participeront le soir au dépouillement. Neuf électeurs sur dix se récusent: « Je travaille » (c'est tout ce qu'il y a de gens qui n'avaient le dimanche), « Je n'ai pas le temps », « Ma fille est malade... » Moyen drastique: l'électeur qui accepte de se dévouer se voit confisquer sa carte: « On vous la rendra ce soir. » Mais notre assesseur-recruteur semble avoir ses têtes. Pourquoi n'a-t-il pas sollicité ce jeune aux cheveux longs qui porte une veste en poils de jeune-sais-qui? « On sent tout de suite qu'il ne serait pas assez sérieux pour faire le dépouillement. » Ségrégation.

Sandwiches et bière

Nous recevons successivement la visite de plusieurs candidats de la circonscription qui viennent voir si « tout va bien ». Sur le coup de midi, des commandos de ravitaillement se succèdent: sandwiches au jambon, « de la part du parti communiste »; bière en bouteille, « avec les compliments de la majorité »; café en Thermos, « offert par les réformateurs ».

La moyenne des votants a chuté verticalement: quinze électeurs à l'heure: « C'est le moment du film à la télé. » Le scrutin offre une véritable radioscopie de la vie des Parisiens, un dimanche de mars. Le président décide de profiter de ce « creux » pour enregistrer les votes par correspondance. Il y en a peu.

Et l'attente reprend, un peu déprimante. « La dernière heure, c'est la plus drôle. » Vers 19 h. 15, en effet, on a l'impression qu'aucun retardataire ne viendra plus. Et puis en voici trois, ensemble, bientôt suivis de deux femmes. Enfin, un ultime électeur pénètre dans la salle, à 19 h. 56. Passage dans l'isoloir... « Il était temps, lui dit le président, il ne reste plus que deux minutes avant la clôture. » L'homme se précipite sur l'urne et manque d'y introduire, par mégarde, sa carte d'identité au lieu de son bulletin.

20 heures. On ferme la porte de la salle. Le scrutin est clos. Déjà, les scrutateurs s'installent autour des quatre tables de dépouillement. On s'aperçoit alors qu'en cas de panne d'électricité on ne dispose que de deux bougies. Réglementaire: Les piles électriques? Connais pas.

CLAUDE DURIEUX.

SALLES DE BAINS CARRELAGE ASP

4000 M²

D'EXPOSITION PERMANENTE

plus de 70 salles de bains installées sol et murs des centaines de blocs-évieris égouttoirs, des milliers de modèles de carrelage, toute la robinetterie et les accessoires

Salles de Bains complètes à partir de 400 F

OUVERTS TOUS LES JOURS DE 10 H A 12 H 30 ET DE 13 H 30 A 19 H
Nocturne jusqu'à 22 H le Mercredi

Ouverts le 1er Dimanche du mois à Ezanville - Fermes le Lundi

BANLIEUE NORD: sur NATIONALE 1 (Km 20), 95 EZANVILLE TEL: 9911718

PARKING ILLIMITÉ

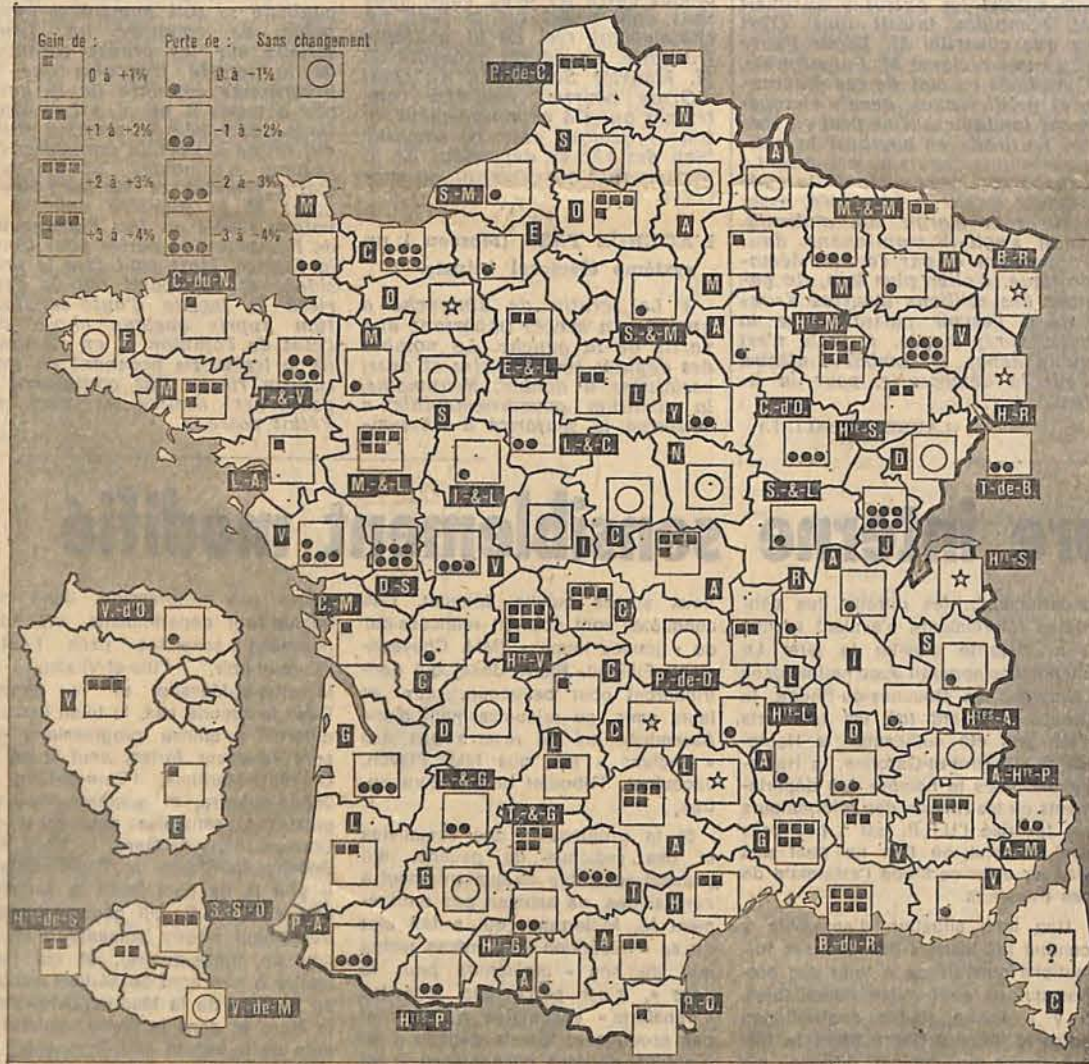
PARIS: 133, AV. DE CLICHY, 17 (M^o BROCHANT)

BANLIEUE SUD: CENTRE COMMERCIAL DE BELLE EPINE

(Horaire du centre commercial)

Les voix dans les 424 circonscriptions en ballottage (Métropole)

PARTIS OU FORMATIONS	DEUXIEME TOUR		PREMIER TOUR	
	Insc. :	Vot. :	Insc. :	Vot. :
	Suf. ex. :	Abst. :	Suf. ex. :	Abst. :
			27 017 064	21 943 304
			21 465 609	18,78 %
	VOIX	%	VOIX	%
P.C.F.	4 625 555	21,55		
P.S.U.	721 755	3,36		
U.G.S.D.	4 544 534	21,17		
Reformateurs	2 803 935	13,06		
U.R.P.-U.D.R.	5 058 477	23,57		
U.R.P.-Rép. ind.	1 319 973	6,15		
U.R.P.-C.D.P.	741 929	3,46		
Divers maj.	702 386	3,27		
Divers	641 030	2,99		
	RESULTATS OFFICIELS NON PARVENUS			



La carte ci-dessus illustre les variations dans les transferts de voix au profit de la majorité au second tour. En nous référant aux suffrages exprimés, nous comparons les pourcentages des voix obtenues par les candidats de la majorité au second tour à la proportion correspondante des suffrages du premier tour qu'ils pouvaient théoriquement rassembler le 11 mars (soit l'addition de leurs propres voix du premier tour et de celles des autres candidats réformateurs, centristes et modérés). Il arrive qu'au second tour, les candidats de la majorité dépassent, égalent ou n'atteignent pas ce potentiel de voix.

Pour les circonscriptions concernées, dans chaque département les petits carrés noirs dans le grand carré blanc figurent les gains; les petits points noirs, les pertes; les fonds blancs, l'absence de changement. Pour évaluer l'apport des suffrages réformateurs à la majorité, nous n'avons retenu que les circonscriptions où se déroulait, au second tour, un duel entre la majorité et la gauche, en l'absence du centre.

Dans plusieurs départements, aucune circonscription ne se prête à la comparaison recherchée : ils sont marqués d'une étoile.

Que peut-on avoir à faire un dimanche, à 7 h. 45 du matin, devant la porte d'une école communale de Paris? Je l'ignorais presque jusqu'à dimanche, lorsque je me suis retrouvé en compagnie d'une dizaine d'hommes qui s'étaient donné, sans même se connaître, ce mystérieux rendez-vous. Un ami de vingt ans, candidat dans ma circonscription, m'avait fait inscrire d'autorité sur la liste des assesseurs chargés de tenir un bureau de vote

Ayant présenté au président le petit bulletin vert reçu de la mairie, je découvre le décor dans lequel va s'accomplir l'acte décisif du peuple souverain : une salle de culture physique, banalisée à l'extrême, un peu triste, comme l'adolescence. Elle a dû servir de modèle à toutes les écoles de France : murs aux peintures défraîchies, cordes lisses et des agrès entreposés dans un coin vieux plano désaccordé, sur lequel trône bizarrement un chapeau rouge d'enfant...

7 h. 58. Le président nous invite à vérifier de visu que l'urne, placée au centre d'une longue table, est parfaitement vide et ne possède pas de double fond. Puis la vulgaire boîte en bois patiné, qui va devenir pour douze heures le ciboire de la liturgie démocratique, est solennellement fermée à l'aide de deux cadenas.

Dans l'attente du premier électeur, les tâches sont réparties : l'un de nous annoncera le numéro de la carte de l'électeur; son voisin pointerà sur le registre des inscrits; un troisième mettra le tampon « 4 mars » sur la carte de l'électeur, et moi j'inscrirai un bâton chaque fois que le président dira : « A voté. » Tâche exaltante que de faire, un dimanche, une page de bâtons dans l'école où, précisément, votre femme enseigne...

A l'issue de la première heure, nous enregistrons quelque soixante-dix électeurs, et, déjà, le tracassin va bon train au sein du bureau : « Avec ce soleil,

ceux qui « prennent la route » viennent voter de bonne heure » « La participation va être élevée. » « Bientôt, ce sera la vague des ménagères en route pour le marché » « Ça, c'est le creux de la messe de 10 heures, mais, à 11 heures, on fera la queue. »

Un des assesseurs s'est plus spécialement donné pour mission de recruter les volontaires-scrutateurs qui participeront le soir au dépouillement. Neuf électeurs sur dix se refusent : « Je travaille » (c'est fou ce qu'il y a de gens qui travaillent le dimanche !), « Je n'ai pas le temps », « Ma fille est malade... » Moyen drastique : l'électeur qui accepte de se dévouer se voit confisquer sa carte : « On vous la rendra ce soir. » Mais notre assesseur recruteur semble avoir ses têtes. Pourquoi n'a-t-il pas sollicité ce jeune aux cheveux longs qui porte une veste en poil de je-ne-sais-quoi ? « On sent tout de suite qu'il ne serait pas assez sérieux pour faire le dépouillement. » Ségrégation.

Les voix dans les 424 circonscriptions en ballottage (Métropole)

PARTIS OU FORMATIONS	DEUXIEME TOUR		PREMIER TOUR	
	Insc. :	Vot. :	Insc. :	Vot. :
	Suf. ex. :	Abst. :	Suf. ex. :	Abst. :
			27 017 064	21 943 304
			21 465 609	18,78 %
	VOIX	%	VOIX	%
P.C.F.			4 625 555	21,55
P.S.U.			721 755	3,36
U.G.S.D.			4 544 534	21,17
Réformateurs			2 803 995	13,06
U.R.P.-U.D.R.			5 058 477	23,57
U.R.P.-Rép. ind.			1 319 973	6,15
U.R.P.-C.D.P.			741 929	3,46
Divers maj.			702 386	3,27
Divers			641 030	2,99
	RESULTATS OFFICIELS NON PARVENUS			

SALLES DE BAINS CARRELAGE ASP

4000 M²

D'EXPOSITION PERMANENTE

plus de 70 salles de bains installées sol et murs des centaines de blocs-évieris égouttoirs, des milliers de modèles de carrelage, toute la robinetterie et les accessoires

Salles de Bains complètes à partir de 400 F

OUVERTS TOUS LES JOURS DE 10 H A 12 H 30 ET DE 13 H 30 A 19 H
 Nocturne jusqu'à 22 H le Mercredi

Ouverts le 1er Dimanche du mois à Ezanville - Fermés le Lundi

BANLIEUE NORD : sur NATIONALE 1 (Km 20), 95 EZANVILLE. TEL. 9911718

PARKING ILLIMITÉ

PARIS : 133, AV. DE CLICHY - 17^e (M^o BROCHANT)

BANLIEUE SUD : CENTRE COMMERCIAL DE BELLE EPINE

(Horaire du centre commercial)

Sandwiches et bière

Nous recevons successivement la visite de plusieurs candidats de la circonscription qui viennent voir si « tout va bien ». Sur le coup de midi, des commandos de ravitaillement se succèdent : sandwiches au jambon, « de la part du parti communiste » ; bière en bouteille, « avec les compliments de la majorité » ; café en Thermos, « offert par les réformateurs ».

La moyenne des votants a chuté verticalement : quinze électeurs à l'heure : « C'est le moment du film à la télé. » Le scrutin offre une véritable radioscopie de la vie des Parisiens, un dimanche de mars. Le président décide de profiter de ce « creux » pour enregistrer les votes par correspondance. Il y en a peu.

Et l'attente reprend, un peu déprimante. « La dernière heure, c'est la plus dure. » Vers 19 h. 15, en effet, on a l'impression qu'aucun retardataire ne viendra plus. Et puis en voici trois, ensemble, bientôt suivis de deux femmes. Enfin, un ultime électeur pénètre dans la salle, à 19 h. 56. Passage dans l'isoloir... « Il était temps, lui dit le président, il ne reste plus que deux minutes avant la clôture. » L'homme se précipite sur l'urne et manque d'y introduire, par mégarde, sa carte d'identité au lieu de son bulletin.

20 heures. On ferme la porte de la salle. Le scrutin est clos. Déjà, les scrutateurs s'installent autour des quatre tables de dépouillement. On s'aperçoit alors qu'en cas de panne d'électricité on ne dispose que de deux bougies. Réglementairement : Les piles électriques ? Connais pas.

CLAUDE DURIEUX.

Dans les journaux français...

... et étrangers

LE FIGARO : la gauche a quitté le gaullisme.

« Ainsi, les deux ou trois millions de voix que de Gaulle avait empruntées à la gauche sont rentrées dans leurs foyers, comme disent les militaires, et ce ne sera pas une consolation pour les fidèles gaullistes de les voir remplacées par des voix d'extrême droite. Non pas que l'on songe à faire une différence de qualité entre des voix également françaises, mais enfin elles n'expriment pas toutes le même genre de sentiment, et l'on peut regretter que certaines aspirations de la gauche, si bien devinées par de Gaulle, aient été si mal comprises par nombre de ses héritiers. Nous faudra-t-il nous résigner à retomber dans le vieux schéma « gauche-droite », qui recèle plus de menaces d'affrontement que de promesses de réconciliation ? »

(ANDRÉ FROSSARD.)

LA NATION : la France rassemblée.

« La démocratie a bien fonctionné deux fois chez un peuple plus attentif et sans doute plus décidé qu'on ne le croyait, mais toujours, en définitive, réfléchi. De sorte que la République fondée par le général de Gaulle vient de franchir une des étapes les plus difficiles de son histoire, au moment où tant d'observateurs la

voyaient, un peu vite, perdue, qui s'en réjouissaient déjà. Mais la France demeure rassemblée, et peut-être même plus rassemblée qu'on ne le croit. »

(JACQUES DE MONTALAIS.)

COMBAT : parer au plus pressé.

« L'ampleur des tâches qui attendent cette nouvelle majorité est telle que le chef de l'Etat n'a pas le choix. Ce n'est pas le moment de faire de la « grande politique » ni de nourrir des desseins ambitieux. Il s'agit de parer au plus pressé pour éviter qu'une situation altérée ne se dégrade rapidement en de nombreux domaines. L'impéritie, l'incroyable aveuglement, la désinvolture de la majorité sortante et du régime ont rendu malade ce pays. (...) Assurer le progrès, reconstruire la démocratie, améliorer la condition des Français, défendre la monnaie, il

faut, pour être à la hauteur de pareilles tâches, être inspiré et animé par une ferveur ou une foi ou un souffle particulier. Est-ce le cas, s'agissant d'une majorité qui renait de ses cendres et dont le passé témoigne si mal en sa faveur ? »

LE PARISIEN LIBÉRÉ : enfin, Messmer vint.

« La majorité reste la majorité. Une majorité confortable, indiscutable, sans rapport avec l'équilibre incertain de 1967. Mais il était temps, pour celle-ci, que Messmer vint (...). La majorité a mis gratuitement en péril un type de société auquel, en repoussant le programme commun et le réformisme démagogique, le pays s'affirme attaché. La majorité s'est livrée à des jeux condamnables aux dépens de la famille, de la société, de l'avenir démographique et moral du pays.

Les parlementaires élus hier peuvent-ils remettre en cause le choix de leurs mandants ? Peuvent-ils remettre sur le tapis demain les solutions démagogiques ou utopiques repoussées hier par le pays ? C'est un grave avertissement pour l'avenir. »

L'AURORE : ouverture ou absorption ?

« On imagine difficilement la majorité retournant à son ronronnement de satisfaction, sans penser sérieusement à infléchir sa politique. Mais on a déjà vu, en de précédentes circonstances, l'U.D.R. pratiquer, à l'égard de ses marginaux et de ses ralliés, l'art de résumer l'« ouverture » en une absorption. Dès avril, la majorité maintenue devra dire si elle veut réellement donner d'elle-même une image neuve ou si elle se contente de l'ancienne. Mais c'est tout de suite, sans tarder, puisqu'il faudra, suppose-t-on, compléter le ministère, que le président de la République devra prendre des initiatives et des décisions. »

(ANDRÉ GUÉRIN.)

LES ÉCHOS : ni gauche collectiviste ni droite technocratique.

« A force de pérennité, certains membres de l'U.D.R. avaient cru qu'ils étaient l'Etat et la majorité tout entière en a subi le contre-coup. L'avertissement du premier tour n'avait pas d'autre signification. La majorité (...) devra être d'autant plus attentive à l'opinion que l'alternance est bloquée par l'importance du parti communiste. Malgré leur constance, les Français, qui ne veulent pas laisser confisquer l'Etat par une gauche collectiviste, n'ont pas envie non plus de l'abandonner à une droite technocratique. Seule une Assemblée nationale active et puissante peut éviter l'absurde bannissement politique d'une minorité condamnée à vingt ans d'opposition. »

(MICHEL TARDIEU.)

L'HUMANITÉ : ce n'est qu'un début...

Minoritaire dans le pays, la coalition sortante va sans doute tenter de donner l'impression qu'elle innove en coopérant avec les réformateurs classés parmi ces « tous les autres » auxquels M. Pompidou faisait appel. C'est ce que conseille M. Edgar Faure et ce que réclame M. Poniatowski. Quoi qu'il en soit de ces manœuvres politiciennes, aucun changement fondamental ne peut en sortir. La droite va aggraver la politique suivie depuis quinze ans. La gauche sort plus forte de la rude bataille qu'elle a affrontée, assez forte pour élargir son audience. Aussi s'agit-il maintenant, dans l'opposition et par l'action démocratique, d'aller plus loin, de gagner des millions d'autres Français à l'espoir puissant que la gauche représente. (...) Ce n'est qu'un début, le combat continue. Pour la démocratie, pour la liberté. »

(LAURENT SALINI.)

YEDIOTH AHARONOTH (Tel-Aviv) : Paris ne changera pas de politique au Proche-Orient.

« La majorité soutenant le président Pompidou n'ayant pas besoin des réformateurs pour gouverner, on ne saurait s'attendre à un changement significatif de la politique française au Proche-Orient : en effet, seuls les réformateurs avaient laissé entendre qu'ils étaient partisans d'un tel changement. »

« Néanmoins, ajoute le journal, l'affaiblissement des gaullistes — à la fois de façon absolue, et par rapport aux partis membres de la coalition gouver-

niée nationale. Le système électoral injuste, qui répond aux intérêts des partis bourgeois, a contribué à un tel résultat. »

L'ORIENT-LE JOUR (Beyrouth) : merci M. Marchais !

Dans un commentaire intitulé « Merci M. Marchais ! », le quotidien libanais l'Orientation le Jour estime que « la victoire à l'arraché » remportée par le gaullisme ne constitue qu'un « nouveau sursis ». « La France a manifesté sa volonté de refuser les bouleversements tout en réclamant directement ou indirectement la fin d'un règne qui fai-

Sur les postes périphériques

RADIO-MONTE-CARLO : appliquer le programme commun.

« Pour le camp gouvernemental 1973 a été meilleur que 1967. Mais 1974 peut aussi être pire que 1968. A l'Assemblée, l'ouverture

n'est pas arithmétiquement nécessaire, mais un nombre considérable de Français ont manifestement envie que l'on ouvre les fenêtres. S'ils ont l'impression qu'une chape de plomb leur retombe sur la tête, la gauche parlementaire elle-même si respectueuse soit-elle des institutions, ne parviendra pas longtemps à canaliser leurs énergies. « Il ne faut pas désespérer Bill » lancourt », disait à peu près Jean-Paul Sartre dans une pièce de théâtre. Il ne faut pas non plus désespérer de la gauche, en la condamnant à perpétuité à une sorte d'exil, ou alors, si l'on n'admet pas ses hommes au pouvoir, il faut au moins réaliser la meilleure des aspirations qu'ils portent. Si M. Pompidou ne veut pas que 1974 ressemble à 1968, la solution est avant tout de demander à M. Messmer d'appliquer le programme commun de gouvernement, ce qu'Edgar Faure, il y a quelques semaines, ne semblait pas loin de souhaiter... »

(JEAN-MICHEL ROYER.)

EUROPE 1 : un réflexe de défense.

« L'anticommunisme, la peur d'un régime ou d'un pouvoir que la majorité (et, pour finir, le président de la République lui-même) qualifierait de « collectiviste » ou de « marxiste totalitaire » ont réveillé chez une frange d'électeurs un réflexe de défense semblable à celui qui s'était déjà manifesté en juin 1968. »

« On peut se demander, dans ces conditions, si le parti socialiste a eu raison de s'allier avec le parti communiste, s'il n'a pas, ce faisant, facilité la propagande du pouvoir ? (...) Le problème pour la gauche se pose en ces termes : l'union avec les communistes est un élément indispensable pour exister, et, en même temps, c'est un élément qui rend plus difficile la victoire. »

(JEAN-FRANÇOIS KAHN.)

ÉQUITÉ

(Suite de la première page.)

« Nous avons fait preuve d'un manque d'autorité, d'équité, de générosité, et pourtant nous nous en sortons », a dit un gaulliste qui, après s'être bien battu, a bien été battu, et le premier ministre reconnaît que le pays a manifesté « une volonté de renouvellement ». Ces deux déclarations se complètent.

L'autorité est nécessaire moins pour le maintien de l'ordre — a-t-il été jamais sérieusement troublé depuis cinq ans ? — que pour mieux appliquer les lois et plus rapidement, supprimer les abus et sanctionner leurs auteurs, mettre enfin un terme aux excès de la centralisation et de la collégialité, qui trop souvent sont des freins qui retardent les décisions ou des alibis qui permettent de couvrir les abus.

La générosité a parfois plus manqué dans le ton que dans le contenu de la politique. Elle exclut la menace et la crainte qui ont tant pesé sur la précédente législature et appelle la confiance : confiance dans les hommes et les femmes, et pas seulement à l'heure du scrutin, confiance dans les communautés de base qui ne sont pas si incapables à comprendre l'intérêt général que le croit le pouvoir centralisé.

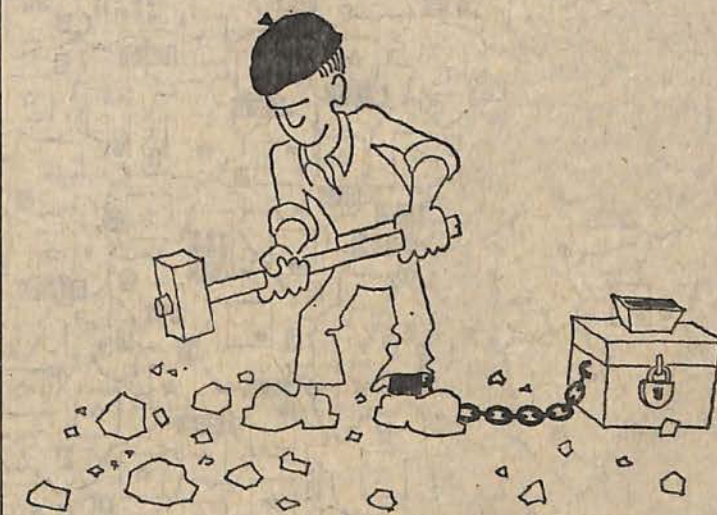
partagé la responsabilité du départ du général de Gaulle.

En 1973, l'élargissement peut s'étendre à ceux des centristes qui l'avaient combattu depuis 1958 et veulent aujourd'hui infléchir la politique, notamment étrangère, de la V^e République.

En 1976... Dans quelques mois, un an au plus, le pays sera de nouveau en campagne préélectorale, et les républicains indépendants pensent sans doute que la majorité parlementaire élargie de demain peut préfigurer la majorité présidentielle d'après-demain.

Un démocrate conséquent doit se garder de distinguer le pays réel du pays légal, et plus encore de les opposer ; il doit s'incliner devant le verdict du suffrage universel, même s'il a été donné un fameux coup de pouce à la balance.

Un démocrate réaliste ne peut cependant manquer de présenter deux observations. La première est que la gauche a recueilli plus de voix que la majorité et qu'elle est pourtant battue. Anomalie du scrutin à deux tours, injustice du scrutin majoritaire qui est aisément supportée dans d'autres pays de tradition démocratique plus assurée que la nôtre mais ne



Konk

(Dessin de KONK.)

nementale — et le fait que la majorité n'a vaincu que grâce à l'appoint des voix des électeurs réformateurs répondant à l'appel de Lecanuet, laissent croire que de profonds changements pourraient intervenir dans la politique générale du nouveau gouvernement. (...) En ce qui concerne le Proche-Orient, on peut prévoir qu'un changement de style, déjà amorcé dans les relations de la France avec Israël, se poursuivra et pourrait même s'accélérer, créant un meilleur climat entre les deux pays, mais sans qu'il y ait sur le fond un changement réel de la politique française. Le départ probable de M. Maurice Schumann du Quai d'Orsay pourrait peut-être contribuer aussi à ce changement de ton — quoique dans ce domaine bien des choses dépendent de la personnalité qui pourrait lui succéder. »

L'AGENCE TASS (Moscou) un système électoral injuste.

« Le scrutin de dimanche a apporté un succès important aux partis de la gauche. Le nombre des députés communistes et aussi socialistes a doublé. Néanmoins, la coalition gouvernementale a conservé la majorité à l'Assem-

blée nationale. Le système électoral injuste, qui répond aux intérêts des partis bourgeois, a contribué à un tel résultat. »

DAGENS NYHETER (libéral, Stockholm) : un profond fossé dans la société française.

« Il est affligeant que le régime gaulliste se soit montré si incapable de conduire un débat sérieux sur les graves carences de la société française que le programme commun de la gauche a mises à nu. (...) Les élections ont révélé le profond fossé qui divise la société française. Le régime a montré des signes clairs d'usure et de dépérissement et la manière dont il a vaincu révèle en fait l'incapacité de Pompidou de parler pour toute la France. Mais peut-être le président et son parti ont-ils derrière la façade d'auto-satisfaction appris quelque chose sur l'état de l'opinion et en tireront-ils la leçon. Ils prennent en tout cas un risque s'ils continuent à gouverner comme si rien ne s'était passé. »

assure... pouvoir centralisé. On sera bref puisque, à la veille comme au lendemain du scrutin, les chefs de la majorité, du plus haut au plus humble, ont abondamment reconnu qu'il y avait décidément trop d'injustices et trop d'inégalités. Le pouvoir va donc y remédier. Mais avec qui ?

La majorité peut mathématiquement se passer des réformateurs. Mais le veut-elle politiquement, le peut-elle moralement ? La réponse avait été donnée avant même le scrutin, au moins par les républicains indépendants. Elle est plus que positive, empressée. Les réformateurs ont leur place dans une majorité qui doit être élargie ; il y a moins de différence entre eux et les républicains indépendants qu'entre ceux-ci et les ultras du gaullisme. A quoi s'ajoute pour nombre d'élus de la majorité sortante la reconnaissance pour l'appoint décisif qui leur a été apporté par tant de candidats et plus encore d'électeurs réformateurs.

En 1969, la majorité parlementaire était élargie aux dimensions de la majorité présidentielle de M. Pompidou, en y incluant beaucoup de ceux qui, en recourant au « non » au référendum, avaient

peut manquer d'inspirer aux vaincus un certain sentiment de frustration.

La seconde constatation est que le programme commun de la gauche a été défendu par la plus grande confédération syndicale et que ses candidats ont été également soutenus par la seconde centrale. Ce qu'elles pouvaient espérer obtenir par le suffrage universel, elles chercheront à l'arracher par la revendication, sinon la pression. Le pouvoir en est prévenu et il est d'ailleurs pris à son propre programme. S'il en a peu parlé au cours de la campagne, ses adversaires, eux, n'en ignorent pas les promesses sociales.

Au lendemain des élections de 1968, une majorité trop confortablement élue s'était assoupie et avait trop sous-estimé l'existence d'une opposition qui, en dépit de sa défaite, restait forte.

Au lendemain des élections de dimanche, la majorité réduite ne pourra sans péril ignorer non seulement le désir de renouvellement qu'elle a éprouvé elle-même mais le besoin de changement, c'est-à-dire de générosité et d'équité. D'autorité aussi, si l'on veut, et encore de dignité, mais au seul service du bien commun.

J. F.

Un équilibre interne sensiblement modifié

(Suite de la première page.)

Le président de la République a été doublement entendu, puisque, fait absolument exceptionnel, voire sans précédent, la participation dans les 424 circonscriptions où l'on a voté à deux reprises a été plus forte le 11 mars que le 4 (81,80 % contre 81,22 %) et puisque la majorité reste la majorité, totalisant 275 sièges sur 487. La marge n'est certes plus celle de 1968, mais elle est beaucoup plus large que celle de 1967.

Certains échecs tels que ceux de MM. Marc Jacquet, Sanguinetti, Maurice Schumann pour l'U.D.R. et ses apparentés, René Pleven et Jean Poudevigne pour le C.D.P., Duval, Delachenal et Griotteray pour les républicains indépendants, constituent toutefois quelques signes marquant d'un déclin qui affecte sérieusement chacune des composantes de l'U.R.P. : 184 sièges pour l'U.D.R. au lieu de 273, 54 pour les républicains indépendants au lieu de 61, 23 pour le Centre démocratie et progrès au lieu de 26.

Le fait majeur est évidemment que si l'U.D.R. conserve la majorité absolue au sein de la majorité, avec 184 députés sur 275, elle ne l'a plus au sein de l'Assemblée nationale : la notion de « parti dominant », qui n'avait cessé de prendre de plus en plus de substance au cours des dernières années, appartient au passé. Un passé qui semble bien révolu, s'il est vrai que la carte de l'évolution des sièges de la majorité fait apparaître le déclin de la formation gaulliste dans ses fiefs les plus sûrs, qu'il s'agisse du Nord, de l'Est, où le Centre démocrate, héritier du M.R.P., a manifestement amorcé sa revanche, ou de l'Ouest, où la gauche socialiste entame ses places fortes.

Si l'on peut faire état d'une certaine résistance dans le « haut » de la région Midi-Pyrénées, le recul est net en Aquitaine, en Provence et, surtout, dans l'ensemble du Languedoc-Roussillon. Encore faut-il ajouter que ce recul aurait été plus fort et plus général, si, en de nombreux

départements, les retraits des centristes réformateurs n'avaient permis à la majorité d'éviter le pire. Le phénomène apparaît avec netteté dans l'Aveyron, les Bouches-du-Rhône, la Creuse, le Gard (où les transferts n'ont pas été suffisants), la Haute-Marne, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Vienne. Mais le nombre des départements où les retraits des réformateurs ont favorisé l'U.R.P. est à peu près égal à celui où l'on ne peut pas affirmer avec certitude l'existence de ces transferts.

Une telle situation d'ensemble a conduit les leaders des diverses formations concernées à tenir des propos qui ne sont guère conciliables. Il y a même visible contradiction entre M. Michel Debré (dont le fils, qui livrait un combat difficile, n'a pas réussi dans le Pas-de-Calais), selon lequel le pays a proclamé son accord profond et permanent avec les « orientations de la V^e République », et M. Michel Poniatowski, secrétaire général des républicains indépendants, qui conclut à la naissance d'une « majorité transformée dans sa nature, sa composition et ses options », et répondant ainsi aux vœux qu'il formule depuis longtemps. De là à envisager la création d'un bloc nouveau où pourraient se trouver giscardiens, C.D.P., et P.D.M. devenus réformateurs, il n'y a qu'un pas...

Il y a aussi du nouveau à gauche, et de plusieurs façons différentes, et l'on peut dire que les résultats, si beaux soient-ils, ne sont pas à la hauteur des espérances dans la mesure où la « dynamique unitaire » n'a pas été aussi nette et aussi « productive », et il s'en faut de beaucoup, qu'en mars 1967.

Les socialistes peuvent inscrire à leur actif non seulement la reconquête de positions perdues en 1968 (Languedoc - Roussillon, Puy - de-Dôme) mais des conquêtes qui paraissent remarquables notamment dans l'Ouest, en Aquitaine, dans le Midi-Pyrénées, dans la région Rhône-Alpes et aussi dans le Territoire de Belfort où ils arrachent à la majorité, avec une aisance qui surprend, les

deux sièges qu'elle détenait. Ces conquêtes sont souvent réalisées par de « jeunes loups » (MM. Chevènement, Fillioud, Pierre Joxe) qui contribueront pour beaucoup, eux et leurs amis, au rajeunissement d'une Assemblée qui ne verra pas des « anciens » tels que MM. Pleven, Jacquinet, Triboulet et plusieurs autres.

Si la progression des socialistes et des radicaux de gauche, qui passent ensemble de quarante-neuf à cent sièges, ne satisfait pas entièrement M. Mitterrand, qui a fait état de sa « déception » en même temps que de son « inquiétude pour le pays », c'est parce que tous les « transferts » escomptés ne se sont pas produits et que la gauche a eu à souffrir de deux phénomènes. Il est clair, d'abord, que la prise de position des réformateurs a fait perdre en une semaine au parti socialiste un nombre de sièges que son premier secrétaire estime voisin de vingt-cinq, même si d'autres phénomènes doivent être pris en considération.

Le premier secrétaire du P.S. et le secrétaire général du P.C.F., nouveau député du Val-de-Marne, n'ont pas tout à fait tort d'incriminer le mode de scrutin : si l'on additionne le nombre des voix obtenues par l'ensemble de la gauche, le 4 mars dans les quarante-neuf circonscriptions pourvues en métropole et le 11 mars dans les quatre cent vingt-quatre qui étaient à pourvoir, on arrive au chiffre de 1 091 427, alors que pour l'U.R.P. et les formations qui l'appuyaient le total est de 9 009 432. A une majorité de voix correspond ainsi une minorité de sièges.

Il faut aussi tenir compte du fait que la discipline à gauche n'a pas toujours joué parfaitement. La question se posait de savoir si les divers candidats « uniques » de la gauche rassemblaient ou non le total de toutes les voix qui s'étaient portées le 4 mars sur les diverses formations de cette gauche.

On peut constater à cet égard que le bilan est très différent selon que le candidat unique était socialiste ou communiste. Dans le premier cas, on

relève une progression, dans cinquante-sept départements, avec des poussées sensibles dans l'Aube, l'Eure-et-Loir, l'Ille-et-Vilaine, la Meurthe-et-Moselle et la Meuse. Dans le second cas, le bilan est très différent : quinze progressions qui sont rarement fortes, sauf dans la Charente-Maritime, l'Eure-et-Loir, la Saône-et-Loire, et quarante-deux régressions, sensibles notamment en Corrèze, dans le Gard, le Nord, les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais. Il y a là de quoi ternir la satisfaction d'un P.C.F. qui gagne pourtant trente-neuf sièges (soixante-treize au lieu de trente-quatre), et qui peut mettre à son actif de sérieux succès en bordure de la Méditerranée, dans le Nord et dans la partie septentrionale de la région Midi-Pyrénées.

C'est un fait que les commentaires de M. Marchais n'avaient pas les accents du triomphalisme, et qu'il n'y a pas lieu de crier au « raz de marée », même si l'on ne va pas aussi loin que M. Rocard, secrétaire national du P.S.U., battu dans les Yvelines, lequel parle d'« échec pour la gauche ».

Les réformateurs, qui sont pour une part à l'origine d'une telle situation, peuvent se prévaloir d'un relatif succès, puisque, s'ils n'enlèvent pas beaucoup de sièges (en dépit de percées ici et là, et notamment dans l'Est), ils peuvent quand même, avec trente et un élus, former un groupe au Palais-Bourbon.

Qu'en feront-ils et au service de quelle politique le mettront-ils ? C'est évidemment l'une des questions les plus intéressantes qui se posent, des nuances d'expression et peut-être de pensée subsistant entre deux des vainqueurs du 11 mars : M. Lecanuet qui invite avec modération M. Pompidou à s'engager dans la voie des réformes, et M. Servan-Schreiber qui tranche catégoriquement : « La majorité ne pourra pas continuer sa politique ».

C'est peut-être s'avancer beaucoup : 275 députés sur 487 sièges pourvus « ce n'est pas encore, comme dirait M. Messmer, la Bérésina ».

RAYMOND BARRILLON.

GUIDE DE FRANCE JUIF

UN guide mais aussi UN bilan
UN annuaire, UN dictionnaire
UN almanach, UNE encyclopédie

en UN seul
volume
(512 pages)

DES FAITS, DES CHIFFRES, DES NOMS, DES ÉTUDES, UN SONDAGE

« Un ouvrage documentaire sans précédent », René Cassin, prix Nobel.

« Un remarquable instrument de travail et de réflexion », Alain Guichard, le Monde.

« Un livre que tous les Juifs devraient lire et que tous les non-Juifs ne devraient pas ignorer », Pierre Bouteiller, France-Inter.

Edition Migdal, 31 bis, r. du Fbg-Mortmartre, Paris-9^e. Prix : 28 F.